

Derrière la montagne

COUP D'ŒIL SUR LA VIE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS AU QUÉBEC

Clément Bolduc¹

Avez-vous déjà eu l'occasion de les voir arriver au Canada? Probablement que non, car la soirée est déjà avancée lorsque ces travailleurs étrangers descendent des véhicules jaunes qui les ont transportés de l'aéroport jusqu'à la ferme qui leur a été assignée.

Après un voyage ayant duré de longues heures, et après avoir reçu, au moment de mettre le pied à terre, des recommandations disciplinaires sur leurs obligations et leur comportement comme travailleurs saisonniers, les voilà qui arrivent à leur ferme. C'est l'heure où la campagne est enveloppée par l'obscurité, au fond du rang Saint-Jean-Baptiste, quelque part à Sherrington ou à Saint-Paul d'Abbotsford. À cette heure tardive, heureux sont ceux accueillis par leur employeur avec un goûter de bienvenue! Les autres, plus nombreux, iront au lit l'estomac creux, pour y passer leur première nuit dans leur « terre d'accueil ». Il est assez facile de s'imaginer le sentiment d'arrachement qui les envahit après les récentes séparations.

Par hasard, vous les avez déjà vus repartir, ces « oiseaux migrants », à la fin d'octobre, quand le sol est déjà blanc sous le givre du matin? Encore une fois, il est peu probable que nous ayons été là pour leur dire au revoir, car on les conduit généralement à l'aéroport avant le lever du jour. Après une dernière nuit d'attente, souvent sans même avoir occupé

leurs lits puisque les draps sont déjà lavés et rangés, ils partiront fourbus par les mois de travail accompli.

Qui sont-ils?

Qui sont ces travailleurs saisonniers que nous connaissons si peu? Pourquoi les retrouvons-nous sur 300 fermes du Québec, depuis Cacouna jusqu'à Oka, en passant par Lanoraie, Saint-Hyacinthe et Napierville? Pourquoi nous arrivent-ils du Mexique et du Guatemala, de Santa Lucia et des îles des Antilles? Comment se fait-il que « ces gens là » viennent occuper des emplois qui appartiendraient de préférence aux travailleurs de chez-nous?

Au cours des derniers mois, des représentants de la presse et plusieurs personnes déjà engagées dans des tâches à caractère social se sont posés les mêmes questions. Sur la pointe des pieds, ces personnes sont allées voir aux portes des fermes. Elles se sont approchées des super-marchés, le jeudi soir, au moment où les travailleurs se rendent en ville pour faire leurs courses et pour acheter la nourriture qu'ils auront à préparer eux-mêmes trois fois

par jour. Certains de ces mêmes observateurs ont même assisté aux célébrations eucharistiques et fraternelles qui rassemblent, une fois par mois, les travailleurs d'une même région, soit à Saint-Rémi ou à Saint-Dominique, soit à Saint-Eustache ou encore au pied de Saint-Joseph du Mont-Royal.

Qu'ont-ils découvert? Le mot « découverte » a bel et bien sa place ici, car ces travailleurs vivent isolés sur les fermes qui les embauchent. Il s'agit d'un véritable isolement lié, en premier lieu, à la nature même du travail agricole. Mais cet isolement est aussi lié à une volonté inavouée d'un trop grand nombre d'employeurs d'exercer un contrôle sur la vie privée des travailleurs. La résidence que les employeurs, par contrat, doivent mettre à la disposition de leurs travailleurs est toujours située dans les espaces de la ferme où s'exerce leur activité. Dans ces conditions, leur va-et-vient peut être observé facilement, ainsi que l'arrivée des visiteurs qui désirent établir des liens avec eux. Aussi, dans certains cas, la ligne téléphonique à laquelle les travailleurs ont accès est la même que celle de la résidence des patrons. Contrôle et intimidation deviennent alors souvent le pain quotidien de ceux qu'on imagine « très bien traités ».

¹ L'auteur est prêtre des missions étrangères et est impliqué depuis plusieurs années auprès des travailleurs et travailleuses saisonniers au Québec.

À l'été 1999, je me présentais pour la première fois sur les fermes pour saluer les travailleurs de langue espagnole. J'y allais à la suite d'une invitation reçue de la part d'une personne du Consulat mexicain qui m'avait dit : « *Approchez-vous d'eux, et écoutez-les.* » En même temps, je me faisais dire par certains employeurs « *que les travailleurs n'avaient pas besoin de visite, qu'on s'occupait bien d'eux, et qu'ils étaient bien traités* ». Par ailleurs, sur un bon nombre de fermes, d'autres patrons faisaient progressivement la découverte des bienfaits d'une visite amicale et gratuite offerte à ces hommes éloignés de leur milieu et des personnes qui leur sont chères. Un de ces travailleurs affirmait un jour en ces termes :

Ils prennent part de façon importante à notre industrie agricole. Leur présence annuelle est de plus en plus liée au développement de notre secteur agricole qui a vraiment besoin d'eux.

« *C'est formidable! Vous vous souvenez de ceux qui sont loin de leur famille.* » Un autre continuait en disant : « *Vos visites nous apportent des forces nouvelles. C'est comme une goutte d'eau qui tombe dans une terre sèche.* »

Ces travailleurs étrangers saisonniers n'entretiennent habituellement aucune communication avec les familles voisines de leur ferme, familles qui savent d'ailleurs bien peu de choses de ces gens qui sont « *soit dans les champs, soit dans leur cabane* », selon une expression entendue. Évidemment, la langue constitue

un des obstacles majeurs quand il s'agit de jeter des ponts entre les cultures. Mais il y a plus encore : il y a surtout les trop nombreuses heures de travail hebdomadaires. Ces travailleurs accumulent jusqu'à 75, ou même 85 heures de labeur par semaine. Un autre motif d'éloignement sont les préjugés sournois et le racisme inavoué. « *Des petits hommes étranges, avec des barbiches noires, dégageant des odeurs de sueur et d'ail. Des amateurs d'alcool.* » Des gens « *qui ne sont pas en mesure de se débrouiller chez-eux, qui dans leur pays meurent de faim, et qui doivent venir ici manger dans notre main* ». Ce sont les paroles d'un propriétaire qui semblait bien convaincu d'être le bienfaiteur de sa troupe de « *pauvres mexicains* ». Heureusement, les employeurs qui tiennent un tel langage ne sont pas nombreux.

La plupart des travailleurs qui viennent ici pour une saison sont des hommes dans la trentaine, mais vous trouvez aussi des jeunes mères de famille, les unes courbées sur les rangs de fraises, les autres, comme en Ontario, occupées à ramasser des vers de terre la nuit. Rappelons-nous que ces étrangers et ces étrangères doivent sortir de leur pays d'abord et avant tout à cause de leur grand besoin de gagner des sous pour leur famille, mais aussi en raison des dettes accumulées durant les années antérieures. Voilà les vraies raisons qui les amènent à sortir de leur pays. Pourtant leur présence n'est aucunement étrangère à notre prospérité économique à laquelle ils collaborent « *dans l'ombre* ». Ils prennent part de façon importante à notre industrie agricole. Leur présence annuelle

est de plus en plus liée au développement de notre secteur agricole qui a vraiment besoin d'eux.

Le programme gouvernemental qui régit l'embauche chez-nous de travailleurs agricoles saisonniers est d'abord et avant tout un programme à visées économiques. Comme l'affirmait publiquement un diplomate mexicain quand il était en poste à Montréal : « *Le Programme des travailleurs saisonniers est une formule qui connaît un grand succès.* » Cet homme disait vrai, mais il ne disait pas tout. Par diplomatie ou par ignorance, il passait sous silence les cris qui nous parviennent des champs où les travailleurs triment dur sous le soleil ou sous la pluie. Que penser des abus, des souffrances et des désastres humains occasionnés par un projet avant tout économique, enclavé dans une économie vorace et compétitive qui n'a apparemment aucun souci pour les liens familiaux, la santé, et les droits bafoués.

Une pauvreté humiliante

Ceux et celles de nos concitoyens qui ont osé s'approcher de ces personnes ont progressivement créé des liens avec elles, personnes chaleureuses qui viennent ici, non par esprit d'aventure ou par évasion touristique, mais uniquement par besoin. Tous ces travailleurs et travailleuses n'hésitent pas à nous dire et redire : « *Nous voulons sortir notre famille des conditions de pauvreté humiliante où elle est retenue. Nous voulons un petit coin de terre à nous, une modeste maison, des soins de santé et les ressources nécessaires pour donner à nos enfants l'accès à un niveau d'études convenable.* »

Par bonheur, de nombreux employeurs démontrent qu'il est important pour eux de découvrir et de comprendre les vraies conditions de ces travailleurs, leur culture et la dignité qu'ils mettent dans les sacrifices consentis. Ils apprécient aussi leur ténacité à supporter les obstacles, surtout l'éloignement prolongé de la famille qui est sans doute pour eux le fardeau le plus lourd. Dans plus d'une ferme, on peut observer avec satisfaction le sens humanitaire des employeurs de plus en plus soucieux d'épargner toute humiliation à ces personnes « démunies ».

Notre économie québécoise a évidemment beaucoup à gagner en acceptant des travailleurs et des travailleuses étrangers que l'on fait venir par milliers (3000 au Québec seulement) pour combler la demande des producteurs qui n'arrivent pas, dit-on, à trouver sur place la main-d'œuvre compétente et « toujours disponible » dont ils ont besoin. D'ailleurs, les ouvriers agricoles de chez nous accepteraient-ils de travailler avec les horaires et dans les conditions auxquels les travailleurs étrangers doivent faire face par nécessité ?

Il est très heureux aussi de constater qu'un bon nombre d'employeurs ont renoncé à faire de cette « nécessité » une porte d'entrée vers l'utilisation de pressions et d'intimidation; ils ont renoncé aussi à la manipulation et au paternalisme qui infantilise et qui oblige à la soumission. Plusieurs employeurs font dignement honneur à notre peuple qui, lui aussi, durant des décennies, a connu la soumission. Si vous avez un jour la chance de visiter un milieu de travail agricole où se vit

le respect, l'ouverture et la considération envers ces travailleurs, vous y verrez en même temps des Québécois émerveillés qui considèrent que c'est une véritable chance pour eux de côtoyer ces étrangers dont ils ont découvert la richesse de personnalité, la culture et la cordialité. « *Ils sont toujours joyeux*, me disait le propriétaire d'une ferme de la région d'Oka. *Dans l'adversité, ils savent rester calmes. Quel courage de leur part d'arriver à passer de longs mois loin de leurs familles. Moi, je n'y parviendrais certainement pas, même pas l'espace d'une semaine.* »

Beaucoup à apprendre

Les ouvriers et les ouvrières agricoles qui nous viennent de loin sont reçus dans diverses régions du Québec, notamment en Montérégie, à Joliette, à Saint-Hyacinthe, Napierville, Drummondville et Sherbrooke. Partout, nous pouvons constater un éveil et un intérêt dans la population pour mieux connaître ces personnes et leurs conditions de travail. Quelques initiatives ont été prises par certains pour se faire proches d'eux. Dans plus d'un diocèse, on a commencé à leur offrir des services tel que des rencontres de partage et des liturgies dominicales. Pourtant, il reste beaucoup à faire, en commençant d'abord par développer chez nous un désir de connaître les richesses culturelles qu'ils apportent avec eux, leurs valeurs, leur optimisme, leur goût de la fête et leur expérience de foi. De la même façon, nous avons beaucoup à apprendre sur les modalités du programme qui les encadre, sur son application, sur les pressions auxquelles ils sont

soumis, sur le prix qu'ils ont à payer pour conserver « ce poste » dont ils sont les « bénéficiaires » de la part de nos gouvernements et des agriculteurs qui les emploient.

L'année 2004 a vu naître à Montréal la Coalition d'appui aux travailleurs saisonniers. Il est clair que ces travailleurs appelés saisonniers ont leurs droits; ces droits sont d'ailleurs reconnus dans les documents officiels, de même que dans l'entente signée par le travailleur et son employeur.

Mais il existe une grande distance entre l'existence des droits reconnus sur papier et

Il existe une grande distance entre l'existence des droits reconnus sur papier et l'accessibilité réelle à ces droits!

l'accessibilité réelle à ces droits! Ces travailleurs étrangers sont mal informés. « Ce sont des travailleurs légaux, pouvions-nous lire dans *La Presse* de Montréal, mais qui ne connaissent pas leurs droits. Ils ont tous entendu des histoires de travailleurs qui, après s'être plaints, se sont fait renvoyer. » (*La Presse*, 02-10-04). Notre régime fiscal applique à leur modeste revenu (salaire minimum) des déductions qu'on peut difficilement s'expliquer, tels les montants retenus par le Régime de retraite du Québec et par l'Assurance-emploi. Ajoutons à cela que ces déductions laissent miroiter de bien faibles espoirs d'une éventuelle compensation.

Ces ouvriers des champs sont isolés et ne disposaient jusqu'à tout récemment d'aucun organisme efficace pour les défendre. La Coalition d'appui a donc vu le

jour, à la fois comme canal d'expression du cri des travailleurs et comme organisme autorisé à entrer en dialogue avec les autorités concernées.

À Saint-Rémi de Napierville, un Centre d'appui est né lui aussi à l'été 2004. Malgré son très jeune âge, ce Centre a déjà toute une histoire. Au cours de la dernière saison, il a accueilli un grand nombre de travailleurs qui sont venus exposer leurs plaintes concernant leur état de santé, les conditions de travail, l'intimidation, le rapatriement prématuré, les heures supplémentaires non payées, les documents personnels retenus, etc. Le centre a aussi servi de lieu d'accueil et de rencontre pour les travailleurs qui s'y rendaient nombreux et joyeux, en particulier le jeudi soir, jour de marché. Il a éveillé l'intérêt de plusieurs journalistes et aussi de certains employeurs qui ne manquaient pas de manifester leur réserve face à la « menace syndicale » du centre.

Le 18 décembre est la journée internationale des travailleurs migrants

La Convention sur les droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003. Présentement, 27 États l'ont ratifiée. Le Canada n'en fait pas partie.

Derrière la montagne de l'isolement

« *Ce que je sais de mon père, c'est qu'il est maintenant quelque part, derrière une montagne.* » C'est l'expression d'un jeune mexicain récemment arrivé au Canada au sujet de son père arrivé le même jour que lui. C'est tout ce que pouvait me dire le jeune travailleur désorienté qui me demandait de lui venir en aide pour retrouver son père et entrer en communication avec lui. « *Il est derrière une montagne* », c'est-à-dire derrière la montagne où on l'avait conduit le soir même de son arrivée. Derrière une montagne il resterait, séparé de son fils, occupé à travailler la terre, tout en rêvant, du matin au soir, d'un avenir meilleur pour lui et pour les siens. Mais l'on pourrait dire aussi derrière la montagne des douleurs musculaires, de la nostalgie, du dépaysement et de mille questions sans réponses. Derrière la montagne d'un système qui sait profiter même des besoins des pauvres et des déplacés, tout en s'affichant extrêmement généreux et condescendant. Derrière la montagne des peurs et du silence imposé. Et, pourquoi pas, derrière la montagne de notre indifférence et de notre lenteur à réagir ?

Seule notre réaction solidaire et décidée réussira à aplanir la montagne qui a trop longtemps séparé le fils de son père, la même montagne apparemment infranchissable qui nous a maintenus séparés de ces frères que nous avons d'abord évalués en termes « de main-d'œuvre bon marché ».

« Toute montagne et toute colline seront abaissées », nous dit le prophète, (Isaïe 40, 3-5). Ne résiderait-elle pas entre nos mains

la réalisation de cette promesse d'une montagne qui sera abaissée ? « *Nous allons nous consacrer à redresser la situation là où il y a le plus d'abus* » me disait au cours de l'été un représentant autorisé des employeurs de main-d'œuvre agricole étrangère. Ces paroles resteront-elles une simple promesse diplomatique ? Ou encore pouvons-nous considérer ces paroles comme faisant écho, dans notre temps, à cette autre promesse contenue dans l'Écriture et qui affirme que « les passages tortueux seront redressés » (Luc 3, 5).

Maintenant nous pouvons apercevoir des voies nouvelles qui s'ouvrent vers un véritable effort de redressement où toutes les personnes impliquées pourront se donner la main. Redresser vraiment, voilà la tâche qui nous attend, et non pas simplement camoufler habilement abus, injustices et souffrances.

Un jour qui n'est pas loin, ce redressement laissera poindre des bourgeons prometteurs, en premier lieu grâce aux travailleurs eux-mêmes à qui ont aura donné le droit de parole, le droit à l'information, à la communication et à la vie privée; grâce aussi aux instances gouvernementales qui auront décidément mis leur diplomatie au service des plus faibles, et grâce enfin aux nombreux employeurs québécois de plus en plus soucieux de la dignité et des besoins de cette « main-d'œuvre indispensable ». Alors un jour nouveau commencera à poindre sur notre campagne québécoise, un soleil nouveau, sur nos plaines, nos champs et nos montagnes.